

Le gouvernement se demande pourquoi il n'a pu s'assurer de bonnes relations avec le monde des affaires au pays, pourquoi il a connu tant de conflits avec le mouvement syndicaliste, car il en a connus plus peut-être que n'importe quel autre gouvernement. Il s'interroge sur la raison de ses difficultés avec les provinces. La réponse est facile à trouver car l'homme qui nous dirige ne croit ni à la consultation ni aux négociations, mais à l'affrontement; pour lui, le seul moyen efficace de traiter avec les autres sources de puissance, qu'il s'agisse de syndicats, d'entreprises ou de provinces, est de les braver, peut-être même en dernier lieu de façon plus ou moins insultante. Est-ce là le moyen d'exercer une autorité nationale salutaire dans un pays où il y a tant de différences et de distinctions à faire sur le plan régional et provincial?

Au cours des cent et quelques années d'existence de notre pays, comme nation, les premiers ministres et d'autres encore ont constaté que le Canada n'était pas facile à gouverner. Ils se sont aperçus qu'on ne sauvegarderait la structure du pays qu'en recourant à la conciliation, aux arrangements à l'amiable, en écoutant aussi bien qu'en parlant, en construisant au lieu de détruire. L'exemple de ces quatre dernières années ne sera pas de nature à réjouir les historiens ni à leur montrer la meilleure façon de gouverner notre pays.

Mettre sa confiance dans un gouvernement qui montre clairement qu'il ne sait pas où il va, qui ne sait trop d'où il vient, qui ne se rend pas compte de ce qu'il fait à l'heure actuelle et n'a aucun projet pour l'avenir, c'est faire confiance à un gouvernement qui s'en va à la dérive. Je crois que les Canadiens sont des gens trop intelligents, trop bien renseignés et trop avertis pour continuer de faire confiance à un gouvernement comme celui-là. Il y a longtemps que les Canadiens ont cessé d'appuyer ce genre de gouvernement, pour faire chic ou pour faire nouveau ou à cause des échos dans les journaux flatteurs de l'après-midi, sous prétexte qu'il y va de l'intérêt national.

Peut-être n'y a-t-il rien de plus important pour notre pays que nos relations avec les États-Unis. Évidemment, les clichés déjà entendus au cours de ce débat sur notre voisinage avec les États-Unis et les relations intimes entre les deux pays se renouvelleront. Il faudrait non pas un volume mais toute une bibliothèque pour cataloguer à bonne fin les rapports indirects et complexes qui existent entre nous. Somme toute, il est évident que nous ne pouvons continuer d'entretenir les rapports actuels entre les deux pays d'une façon improvisée, ou au moyen de déclarations simplistes, sans nuire beaucoup à nos rapports.

Il est regrettable que le premier ministre de notre pays, après avoir décidé qu'il devait s'entretenir en tête-à-tête avec le président Nixon, ait, à son retour, parlé en termes exaltés d'un renouveau fantastique dans nos rapports. Bien naïf est le Canadien qui puisse croire, à cause d'une remarque ou d'une réaction spontanée, qu'une multitude de questions, de difficultés et de problèmes ont été résolus. Or, quelques semaines plus tard, nous semblons nous retrouver complètement aux antipodes. A vrai dire, il semble que les rapports entre les deux pays n'aient jamais été aussi mauvais et que les entretiens commerciaux en soient presque à l'impasse totale.

• (1740)

Avec sa politique d'indécision, le gouvernement laisse entendre par exemple qu'il prépare, il le dit depuis des mois, sinon des années, des politiques concernant l'emprise sur notre milieu économique ou quelque chose de semblable, tandis que, de son côté, le secrétaire d'État aux

Affaires extérieures (M. Sharp) déclare que nous ne ferons rien pour nuire à nos rapports avec les États-Unis ni pour les compromettre et que, même, en ce qui concerne les concessions commerciales, nous sommes disposés à en faire encore bien plus que nous n'en avons fait jusqu'ici.

Quelle sorte de jeu joue-t-on avec notre situation économique présente et à venir? Qu'est-ce que cet enfantillage quand on nous dit d'un côté que rien ou moins que rien ne sera fait alors que par ailleurs il est possible de faire toutes sortes de choses en matière de contrôle économique national? Le plus troublant est que nous ignorons qui prend les décisions. S'agit-il des mêmes qui ont décidé que pour lutter contre l'inflation il nous fallait un léger ralentissement économique et mettre quelques centaines de milliers de travailleurs au chômage? S'agit-il de ceux qui préparent un nouveau genre de politique économique nationale ou bien de ceux d'accord avec l'évaluation faite en décembre par le premier ministre (M. Trudeau) et selon laquelle nous avons fait un nouveau bond en avant fantastique?

Les questions relatives à la création d'un cadre permettant la reprise en main de notre économie sont trop importantes pour être confiées uniquement à un petit groupe de conseillers, que ce soit ceux du premier ministre ou d'autres. L'enjeu est trop gros et beaucoup trop important pour que nos concitoyens croient notre développement possible dans l'isolement.

Il est intéressant et peut-être plus que révélateur de la vraie nature du gouvernement qu'il ait été question dans le discours du trône de l'isolement ressenti par les Canadiens. Je ne peux m'empêcher de penser qu'il s'agit d'une sorte d'inadvertance freudienne et que ce n'était pas tant aux Canadiens que le gouvernement pensait mais peut-être à ceux qui travaillent de longues heures dans l'édifice de l'Est, loin des réalités du pays, s'occupant de leurs propres objectifs. En fait ils éprouvent un sentiment de frustration croissant à l'égard de l'isolement où ils se trouvent par rapport au pays.

Il n'y a pas de doute que ceux qui, pendant des mois et des années, ont essayé de faire comprendre au gouvernement leurs inquiétudes au sujet de l'accroissement du chômage, de la hausse des prix de revient réels, ceux qui vivent d'un revenu fixe et ceux qui ont essayé d'exposer les grandes questions sociales de notre époque, savent ce qui en est de l'isolement du gouvernement actuel. C'est peut-être un paradoxe qu'il n'y ait jamais eu un aussi grand nombre de conseillers et de penseurs, dont certains sont probablement les auditeurs du premier ministre, et qu'on n'ait jamais si peu entendu parler de ce qui se passe réellement chez nous. Ce sentiment d'isolement a parfois semblé presque aberrant. On est franchement terrifié à la pensée de cet isolement vis-à-vis des décisions fondamentales qui seront prises au sujet de nos rapports avec les États-Unis et de nos propres décisions concernant le contrôle canadien de l'environnement économique.

Si, vraiment, ce même esprit d'isolement existe comme il semble très bien exister à l'heure actuelle, quelles folies aurons-nous à subir au nom d'une quelconque politique économique à l'échelle nationale? De quel genre de fausse direction allons-nous être les victimes? Quand, si le gouvernement nous dit enfin qu'il s'est décidé, entendrons-nous parler de toute la question de la propriété étrangère? J'en frémis déjà. Je vois six premiers ministres provinciaux, des chefs patronaux et ouvriers et combien d'autres, en frémir également.